

CONTRE LES DROITES AVEC TON **SYNDICAT**

«ON NE PEUT PLUS RIEN DIRE !», «LES VA
EURS TRADITIONNELLES SONT EN TRAIN DE DISPA
AÎTRE». «L'INTÉGRATION NE FONCTIONNE PLUS
OMME AVANT». «À FORCE D'ASSISTANAT, Y
N A QUI NE VEULENT PLUS TRAVAILLER». «
LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE C'EST EN DEIRE DE
AUCHO». «ON A TROP SA... DRE AU
ROFIT DES DROITS». «TROP... TIENT
'ENTREPRISE». «BEAUC... ONT
ERDU LA CULTURE DE... ILS VOUL
RAIENT QUE TOUT LEUR TOMB... CUIT DANS



POUR CONVAINCRE LES COLLÈGUES, LES VOISINS, LE TONTON RELOU :

LIVRET ARGUMENTAIRE





À PROPOS DE CE LIVRET

Pour faciliter la lecture, le masculin est employé comme forme neutre dans ce texte.

Le présent livret est le fruit d'un travail collectif mené par les militants et les militantes de la CSC Bruxelles engagés au sein du groupe de lutte contre la droite et l'extrême droite.

Il est le fruit de la volonté de vouloir nous outiller collectivement, en tant que travailleurs et travailleuses, pour pouvoir contrer les discours de la droite et de l'extrême droite. Des discours qui contreviennent à nos valeurs et bénéficient d'une sur-médiatisation souffrant de trop peu de contradictions et qui ont pourtant des répercussions importantes. Si l'extrême-droite adopte souvent un verni social, partout où elle est au pouvoir, elle prend des positions qui attaques les droits des travailleurs et travailleuses, les divisent et attaquent les organisations syndicales et organisations de la société civile qui ont pour mission de défendre les droits de l'ensemble de la classe travailleuse. Il nous faut donc, en tant qu'organisation syndicale, nous outiller pour être capable d'assurer par nous-même une auto-défense intellectuelle pour que nous soyons toutes et tous capable de défendre nos valeurs. Nous espérons que ce livret contribuera à cette nécessité collective.

SUR LE GROUPE CSC BRUXELLES CONTRE LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE

Ce groupe a été constitué par des militants faisant le constat d'un glissement progressif de la société vers la droite dure et l'extrême droite. Considérant que pour ce faire, ces idées bénéficient du soutien de grands patrons et de milliardaires, capables d'utiliser leurs réseaux et leur argent dans une «bataille des idées» qu'ils ont bien l'intention de gagner, la CSC Bruxelles a décidé qu'elle devait jouer son rôle, comme organisation syndicale, pour lutter contre ces idéologies par les moyens qui sont les nôtres.

Ces moyens, ce sont ceux permis par notre légitimité démocratique, tirée de notre représentation au sein de milliers d'entreprises résultant des élections sociales. Ces moyens dépendent donc de notre nombre et de la force que nous sommes capables d'avoir lorsque nous nous organisons collectivement.

Pour s'atteler à la tâche et développer des outils à destination de nous tous, le groupe de lutte contre la droite et l'extrême droite cherche du renfort parmi tous les travailleurs et toutes les travailleuses syndiquées, quelle que soit leur activité ou secteur.

Comité lutte contre la droite et l'extrême droite de la CSC Bruxelles, Février 2026

Si tu es intéressé, contacte-nous !

Par email :
cedric.simon@acv-csc.be

Par téléphone :
0 493 12 57 18

SOMMAIRE

P 2 1. POUR COMMENCER

P 5 2. CONTRE-ARGUMENTER FACE AUX DROITES

P 6 LES ARGUMENTS ÉCONOMIQUES

P 14 LES ARGUMENTS CLASSISTES

P 22 LES ARGUMENTS SÉCURITAIRES

P 30 LES ARGUMENTS DISCRIMINATOIRES

P 38 LES ARGUMENTS MORALISATEURS

P 46 LES ARGUMENTS ANTI-DÉMOCRATIQUES

P 54 3. OUTILS D'AUTO-DEFENSE RHÉTORIQUE

P 55 IDENTIFIER LES BIAIS COGNITIFS

P 60 LES «TECHNIQUES» DE LA CONTRE-ARGUMENTATION

P 65 4. POUR CONCLURE

1. POUR COMMENCER

Pourquoi ce livret ?

Ce livret est né d'un besoin simple : répondre, collectivement, à la montée des discours de droite et d'extrême droite dans nos lieux de travail, dans nos familles, dans la société.

Parce que **ces idées ne progressent pas seules** : elles s'appuient sur des slogans simples, des évidences trompeuses, des peurs, des raccourcis. Et nous avons trop souvent l'impression d'arriver trop tard, ou de ne pas avoir les arguments sous la main au bon moment.

Ce livret est donc **un outil d'auto-défense rhétorique** : une boîte à outils, une boîte de secours, une bible anti-rhétorique dans laquelle on peut piocher à tout moment.

Il n'a pas forcément vocation à être lu d'un seul bloc, on peut l'ouvrir après une discussion difficile (pour chercher comment on aurait pu être plus efficace), avant une réunion, en préparant une action, ou pour anticiper un débat. Ce livret est pas ailleurs évolutif et sera enrichi progressivement d'autres arguments et outils au fil des besoins et des retours du terrain

Comment utiliser ce livret pour convaincre

Convaincre n'est pas un duel : c'est un chemin.
Et ce chemin ne se fait pas contre les gens, mais avec eux.

1. Écouter avant de répondre

Beaucoup de personnes utilisent des phrases "de droite" non pas par conviction idéologique, mais à force de les entendre, par lassitude, peur, colère, fatigue, doute.

Il faut donc **partir de leurs problèmes réels**, pas des slogans.

"Qu'est-ce qui te fait dire ça ?"
"Tu as déjà vécu ça au travail ?"

Ce sont souvent **les besoins concrets qui ouvrent la porte à la discussion**, en tant que syndicalistes, nous le savons bien.

2. Semer le doute plutôt que chercher à "écraser"

Le but n'est pas d'"humilier" l'autre.
Une personne humiliée ne change jamais d'avis.

Mais si tu fais naître **une fissure, un doute, une contradiction**, alors tu as déjà gagné.

L'objectif est de **remplacer une idée, pas de remporter un duel**.

3. Respecter son interlocuteur

On ne convainc pas en donnant des leçons.

On convainc en partant des **réalités de la vie des gens**.

Ce livret n'a pas été conçu pour fabriquer des "snipers rhétoriques", mais pour **permettre à chacune et chacun d'avoir des outils pour répondre**, avec respect, mais avec fermeté.

Quand adopter un ton plus direct ?

Il y a **des moments où la discussion est frontale** : un débat public, une réunion d'entreprise, un moment où une phrase dangereuse commence à convaincre l'audience, une situation où quelqu'un diffuse un discours raciste, sexiste, anti-syndical ou autoritaire.

Dans ces cas-là, **l'objectif n'est plus seulement de convaincre une personne, mais de protéger celles qui écoutent**, et d'éviter que le discours réactionnaire s'impose comme "normal".

Alors oui, il faut pouvoir être plus direct, plus ferme, plus structuré, sans jamais perdre le respect mais sans se laisser marcher dessus.

Ce livret t'aidera à naviguer entre ces deux registres ; la discussion empathique mais aussi la réponse ferme quand la situation l'exige.

Ce livret est un outil de lutte.

Un outil pour déjouer les pièges rhétoriques, pour déconstruire les fausses évidences, pour défendre les droits sociaux, pour protéger la solidarité, **pour ne pas laisser la droite et l'extrême droite imposer leur grille de lecture**, pour donner confiance à celles et ceux qui veulent répondre, mais ne savent pas toujours comment.

Ce livret **ne remplace pas l'organisation, la lutte collective, ni le travail syndical**. Mais il est ce qu'il doit être, un outil de résistance.

2. CONTRE- ARGUMENTER FACE AUX DROITES

LES ARGUMENTS ÉCONOMIQUES

Ce type d'argument repose sur des raccourcis économiques sans aucune valeur scientifique, dont le but principale est de faire passer des opinions pour des faits.

1. "L'État dépense trop."

2. "Le travail coûte cher ! "

3. " Les syndicats ruinent l'économie. "

1. "L'État dépense trop."

Cet élément de langage vise à **préparer l'opinion à l'austérité** (coupes budgétaires, privatisations, diminution des services publics). C'est un slogan qui dépolitise totalement la question budgétaire, il fait comme si c'était une fatalité, alors que l'État choisit toujours qui il finance, quels intérêts il sert, et sur qui il fait porter l'effort. Ce slogan masque la seule réalité importante : depuis 30 ans, **l'État dépense toujours plus pour les patrons**, et toujours moins pour les travailleurs.

Variations du même discours (soft — hard)



Version "soft" (acceptable socialement) :

- « On pourrait rationaliser certains services. »
- « Il faut être sérieux avec les deniers publics. »

Version "mainstream" :

- « On vit au-dessus de nos moyens. »
- « On est accros à la dépense publique. »

Version "hard" / extrême droite :

- « Le social coûte bien trop cher, il faut couper dans l'assistanat. »
- « Réduire la dépense publique, c'est redonner davantage de liberté »

Toujours le même message :

« La dépense publique est un problème en soi, et non une solution collective ».

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Ce qui pèse le plus dans les finances publiques, ce ne sont pas les services, mais subsides aux entreprises. Les réductions d'impôts, niches fiscales et exemptions coûtent des dizaines de milliards (52 d'après une étude de la CNE), bien plus que de nombreux budgets publics cumulés.

FAIT n° 2 : Le vrai manque à gagner vient de l'évasion fiscale. La fraude et l'évitement fiscaux privent l'État de multiples milliards chaque année, soit beaucoup plus que les dépenses en chômage, incapacités ou allocations.

FAIT n° 3 : Les dépenses publiques sont... des investissements. Éducation, santé, infrastructures, sécurité sociale ; ce sont des biens collectifs qui augmentent la productivité, l'emploi, la stabilité sociale et le bien-être. Couper dedans coûte souvent plus cher à long terme.

LES ARGUMENTS ÉCONOMIQUES

Exemple de réponses :

Réponse courte : « Le problème, ce ne sont pas les dépenses sociales : ce sont les milliards d'euros de subsides aux entreprises. L'État dépense beaucoup, oui mais rarement pour les travailleurs. »

Réponse longue : « Dire que l'État dépense trop, c'est oublier où va l'argent. Les dépenses sociales soutiennent l'économie, protègent les travailleurs et financent la santé, la retraite, l'éducation. Par contre, les réductions de cotisations, les niches fiscales et les cadeaux aux multinationales représentent des dizaines de milliards d'euros perdus chaque année. Le déficit vient de là, pas des pensions ni de la sécu. Ce discours sert surtout à justifier l'austérité et à faire payer les travailleurs à la place des plus riches. »

Une technique : la contradiction cause/effet inversée

Objectif : montrer que la droite inverse volontairement les responsabilités. Ils présentent les dépenses comme la cause des difficultés, alors qu'elles sont souvent la conséquence du manque de recettes.

« On nous dit que l'État dépense trop, mais si les recettes ne cessent de baisser à cause des cadeaux fiscaux, ce n'est pas la dépense le problème : c'est l'appauvrissement volontaire de l'État. »

L'interlocuteur comprend que la "dépense excessive" est surtout le résultat d'un choix politique de priver l'État de ressources.

Message-clé à retenir :

L'État ne dépense pas trop : il est organisé pour récupérer trop peu. Les vraies économies se trouvent dans les privilèges fiscaux, pas dans les services publics.

2. “Le travail coûte cher !”

Cet élément de langage sert à **présenter les travailleurs comme un “poids” alors que nous sommes la source même de la richesse produite**. C’est une justification utilisée pour : exiger des baisses de cotisations, flexibiliser le marché du travail, bloquer les salaires, affaiblir la protection sociale. Il détourne le débat des vrais problèmes, comme le coût de la vie, les profits, la captation de valeur par les actionnaires.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

- « Il faut réduire les charges pour créer de l’emploi. »
- « Le coût du travail est trop élevé par rapport à nos voisins. »

Version “mainstream” :

- « On ne peut plus payer autant de cotisations. »
- « Les salaires belges sont trop lourds. »

Version “hard” / extrême droite :

- « Trop d’avantages sociaux, trop de congés, trop de protections. »
- « Les charges étouffent l’économie ; il faut les supprimer massivement. »

Toujours le même message :

Le problème, c’est le salarié, pas le patronat, pas les profits, pas les choix politiques.

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Les “charges” ne sont pas un poids : ce sont des salaires socialisés qui financent la santé, les pensions, le chômage, les allocations familiales. Bref, les charges ne définissent rien d’autre que le niveau de vie du pays. Donc, diminuer les cotisations c’est diminuer les pensions futures, la santé publique, les protections sociales. C’est simple, moins de “coût du travail” = plus de pauvreté.

FAIT n° 2 : La Belgique est un des pays les plus productifs d’Europe. Un travail plus productif entraîne logiquement un salaire et des cotisations plus élevées.

FAIT n° 3 : Dans de nombreux secteurs, les marges bénéficiaires n’ont jamais été aussi hautes. Ce qui coûte cher, ce ne sont pas les salaires : ce sont les dividendes.

LES ARGUMENTS ÉCONOMIQUES

Exemple de réponses :

Réponse courte : « Le travail ne coûte pas cher : il crée la richesse. Ce qui coûte vraiment, ce sont les actionnaires et les profits non taxés. »

Réponse longue : « Le coût du travail, c'est le salaire et la sécurité sociale : notre santé, nos pensions, nos droits. Ce n'est pas un fardeau, c'est ce qui fait tenir une société. Ce qui augmente, ce ne sont pas les salaires mais les profits. Et si on regarde la productivité, les travailleurs belges sont parmi les plus performants d'Europe. Le discours du "travail trop cher" sert surtout à justifier des baisses de cotisations et plus de précarité. »

Une technique : la revalorisation du terme attaqué

Objectif : On prend le terme dépréciatif ("coût du travail") et on en montre le sens réel, positif et collectif.

« Ce que vous appelez "coût du travail", c'est ce qui paie nos hôpitaux, nos pensions, notre sécurité sociale. C'est un investissement, pas une charge. »

Tu neutralises la connotation négative en la renversant en fierté collective.

Message-clé à retenir :

Le travail ne coûte pas : il rapporte. Ce qui coûte, c'est quand les travailleurs ne peuvent plus vivre dignement.

3. “ Les syndicats ruinent l'économie. ”

Cet élément de langage sert à **délégitimer l'action collective** en la présentant comme un frein à la croissance. Il présente systématiquement les revendications sociales comme des “freins” à la croissance, alors que ce sont précisément ces revendications qui ont permis les salaires décents, la sécurité sociale, la limitation du temps de travail, la protection contre les accidents, etc. Ce discours masque le fait que si les syndicats dérangent, c'est parce qu'ils **limitent le pouvoir des patrons**.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

- « Les syndicats doivent être raisonnables. »
- « Les grèves coûtent trop cher à l'économie. »

Version “mainstream” :

- « Les syndicats empêchent les réformes. »
- « Les syndicats ruinent la compétitivité. »

Version “hard” / extrême droite :

- « Les syndicats sont des parasites. »
- « Supprimons les syndicats, et l'économie ira mieux. »

Toujours le même message :

Les problèmes économiques seraient causés par ceux qui défendent les travailleurs... pas par ceux qui les exploitent.

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Les pays les plus syndiqués sont les plus riches et les plus stables.
Danemark, Suède, Finlande, Norvège :
forte syndicalisation + économie solide + productivité élevée.
Les données montrent que syndicats puissants = économie robuste.

FAIT n° 2 : Les syndicats réduisent les inégalités.
L'OCDE montre que les inégalités freinent la croissance.
Les syndicats sont un des meilleurs outils pour redistribuer la richesse produite.

FAIT n° 3 : Les entreprises avec représentation syndicale ont une meilleure formation, moins de turn over, une meilleure santé au travail, et donc une productivité plus élevée.

LES ARGUMENTS ÉCONOMIQUES

Exemple de réponses :

Réponse courte : « Les syndicats ne ruinent pas l'économie : ils la rendent possible. Là où ils sont forts, les salaires montent, les inégalités baissent et l'économie est plus solide. »

Réponse longue : « Dire que les syndicats ruinent l'économie, c'est oublier l'évidence : ce sont eux qui ont obtenu les salaires décents, les congés, la sécurité sociale et les protections qui ont permis à l'économie de se développer. Partout dans le monde, les pays les plus prospères sont ceux où les syndicats sont forts. Ce discours ne vise pas l'économie, il vise à affaiblir le seul contre-pouvoir face aux abus patronaux : l'organisation collective des travailleurs. »

Une technique : le renversement de causalité

Objectif : On montre que la droite inverse volontairement la cause et l'effet

« Qu'est-ce qui ruine vraiment l'économie ? Les grèves, ou les entreprises qui licencient par milliers alors qu'elles font des bénéfices ? Les syndicats, ou l'évasion fiscale qui coûte des milliards ? Les revendications salariales, ou les dividendes qui explosent ? Si on veut être sérieux, il faut regarder du côté de ceux qui accaparent la richesse, pas de ceux qui la produisent. »

On retourne l'accusation à l'envoyeur et on rappelle les causes structurelles.

Message-clé à retenir :

Les syndicats ne ruinent pas l'économie : ils empêchent qu'elle ruine les travailleurs.

LES ARGUMENTS CLASSISTES

Le classisme est une discrimination fondée sur l'appartenance ou la non-appartenance à une classe sociale, souvent basée sur des critères économiques.

1. " Les jeunes ne veulent plus travailler. "

2. " Les assistés vivent de nos impôts. "

3. " Les malades coûtent cher. "

LES ARGUMENTS CLASSISTES

1. “ Les jeunes ne veulent plus travailler. ”

Cet élément de langage est un **outil politique** classique qui revient à chaque génération. Il sert à décrédibiliser une génération, à justifier des politiques contre les jeunes, et à détourner l'attention des vrais problèmes (salaires, conditions, précarité, coût du logement). Il permet aussi de diviser les travailleurs jeunes contre leurs aînés.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

« Les jeunes ont un autre rapport au travail. »
« Ils ne veulent plus se sacrifier comme avant. »

Version “mainstream” :

« Les jeunes ne veulent plus bosser. »
« Ils sont trop exigeants maintenant. »

Version “hard” / extrême droite :

« Les jeunes sont des assistés. »
« La génération fragile ne vaut rien. »
« Leur paresse détruit le pays. »

Toujours le même message :

“le problème n'est pas structurel, il est individuel : c'est le comportement des jeunes.”

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : La majorité des jeunes travaillent déjà.

En Belgique, 90 % des jeunes sont soit en emploi, en formation, soit aux études.
(source : Statbel, 2024)

FAIT n° 2 : Les jeunes travaillent davantage en cumul (études + job)

Jamais une génération n'a compté autant de jobistes étudiants.

FAIT n° 3 : Le problème n'est pas la “volonté”, mais les conditions.

Explosion de la précarité, CDD en chaîne, salaires d'entrée trop bas, prix du logement historique, inflation supérieure à l'évolution des salaires. Ce n'est pas un problème de motivation mais d'exploitation.

FAIT n° 4 : La productivité n'a jamais été aussi élevée.

Les jeunes d'aujourd'hui produisent bien plus que leurs prédécesseurs grâce à la technologie, la formation et l'intensification du travail.

LES ARGUMENTS CLASSISTES

Exemple de réponses :

Réponse courte : « Ce n'est pas que les jeunes ne veulent plus travailler : c'est qu'ils exigent de le faire dans de bonnes conditions, comme c'était le cas pour leurs aînés. »

Réponse longue : « Les chiffres sont clairs : la majorité des jeunes travaillent déjà, souvent en cumulant études, petits boulots et stages mal payés. Le vrai problème, ce n'est pas la motivation : c'est la précarité, les salaires trop bas et le logement trop cher. Dire qu'ils "ne veulent pas bosser", c'est juste une façon d'éviter de parler des vraies responsabilités patronales et politiques. Les jeunes ne sont pas paresseux : ils sont pressurisés et plus maltraités à l'emploi que leur aînés. »

Une technique : Le changement de cadre

Objectif : déplacer le débat pour éviter de rester sur le terrain imposé par la droite.

« La question n'est pas : "Pourquoi les jeunes ne veulent plus bosser ?" La vraie question, c'est : "Pourquoi aujourd'hui les étudiants sont-ils obligés de bosser pendant leurs études ?" »

Ce renversement oblige l'interlocuteur à admettre que le problème est structurel, pas générationnel.

Message-clé à retenir :

Dire que les jeunes ne veulent plus bosser est fait pour diviser les travailleurs entre générations, et sert à dévier l'attention de la réalité : l'exploitation toujours plus dure de jeunes et la dégradation des conditions de travail.

LES ARGUMENTS CLASSISTES

2. “ Les assistés vivent de nos impôts. ”

Cet élément de langage sert à **stigmatiser les personnes précaires**, à dresser les travailleurs entre eux, et à détourner la colère populaire des véritables bénéficiaires du système (fraude fiscale massive, privilèges fiscaux, profits records). Il **transforme la solidarité en culpabilité** et présente les allocataires sociaux comme un “coût”, jamais comme des citoyens qui ont besoin de la solidarité nationale.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

« Il faut responsabiliser les chômeurs. »
« Les aides sociales attirent la fraude. »

Version “mainstream” :

« Les assistés vivent de nos impôts. »
« On en fait trop pour ceux qui ne font rien. »

Version “hard” / extrême droite :

« Les chômeurs sont des parasites. »
« On nourrit des gens qui ne veulent pas travailler. »
« C’est l’assistanat qui ruine le pays. »

Toujours le même message :

“Le problème, ce ne sont pas les inégalités ou les politiques économiques, mais les pauvres eux-mêmes.”

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : La fraude sociale est marginale ; la fraude fiscale est massive. La fraude sociale représente une fraction minuscule des pertes publiques. La fraude fiscale et l’évasion des grandes fortunes coûtent des milliards, sans commune mesure (entre 10 et 20 milliards par an ; soit de 20 à 40 fois plus que la fraude sociale).

Le vrai manque à gagner n’est pas en bas, il est en haut.

FAIT n° 2 : La plupart des allocataires sociaux travaillent ou veulent travailler. Beaucoup de bénéficiaires sont en emploi précaire, cumulent temps partiel et aide sociale, sont malades, handicapés, étudiants, parents isolés...

FAIT n° 3 : Les allocations sont financées par ceux qui en bénéficient aussi. Tout le monde cotise à un moment et reçoit à un autre : chômage, maladie, pension, accident, maternité. La sécurité sociale n’est pas une charité : c’est un système mutuel.

LES ARGUMENTS CLASSISTES

FAIT n° 4 : Aucune société sans filet social n'a moins de pauvreté — au contraire. Les pays qui réduisent les aides voient augmenter la pauvreté, la criminalité, le travail au noir, la précarité générale. la solidarité protège TOUTE la société.

Exemple de réponses :

Réponse courte : « Les pauvres ne vivent pas de vos impôts : ils vivent dans un système où chacun cotise quand il peut et reçoit quand il en a besoin. Les vrais trous dans les caisses viennent de la fraude fiscale, pas des pauvres. »

Réponse longue : « Les chiffres montrent que la fraude sociale est minime comparée à la fraude fiscale. La plupart des allocataires travaillent déjà, ou ne peuvent pas travailler parce qu'ils sont malades, trop âgés, ou en formation. L'assistance n'existe pas. La sécurité sociale c'est un filet de sécurité pour que personne ne s'effondre. Le problème, ce ne sont pas les bénéficiaires, mais les politiques économiques qui produisent précarité et bas salaires. »

Une technique :

Le dévoilement du vrai responsable

Objectif : quand la droite désigne un faux coupable (les pauvres), on redirige calmement l'attention vers le véritable responsable du problème.

« On parle toujours des assistés, jamais des fraudeurs fiscaux. Pourtant, la fraude sociale coûte des millions, la fraude fiscale coûte des milliards ! On s'acharne sur les plus pauvres pour éviter de déranger les plus riches. »

La personne comprend qu'on lui a vendu un faux problème — et que son indignation légitime a été manipulée vers la mauvaise cible.

Message-clé à retenir :

Accuser "les assistés", c'est un écran de fumée. On parle des pauvres pour éviter de parler des riches.

3. “ Les malades coûtent cher. ”

Cet élément de langage sert à culpabiliser les personnes malades ou en incapacité et à **présenter la santé comme un “coût” plutôt que comme un droit fondamental**. Il prépare l'opinion à des restrictions de remboursements, des contrôles renforcés, des réductions d'allocations, des privatisations partielles ainsi qu'à des politiques de remise à l'emploi.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

- « Les incapacités augmentent, il faut surveiller les abus. »
- « On doit responsabiliser les personnes malades. »

Version “mainstream” :

- « La sécurité sociale ne pourra plus suivre. »
- « On ne peut plus payer autant d'invalidités. »

Version “hard” / extrême droite :

- « Trop de profiteurs se cachent derrière l'incapacité. »
- « L'État entretient des faux malades. »
- « Les malades plombent les finances, il faut couper. »

Toujours le même message :

“Le problème c'est le malade... pas le système économique qui fragilise la santé.”

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : La hausse des incapacités en Belgique vient... de la dégradation des conditions de travail. Les études de l'INAMI mettent en évidence une explosion des troubles mentaux, burn-outset des troubles musculosquelettiques.

FAIT n° 2 : Une personne malade coûtait bien plus cher... si on ne la soignait pas. Les pays qui économisent sur la santé paient ensuite plus d'hospitalisations lourdes, plus d'absences longues, plus d'invalidités permanentes.

FAIT n° 3 : Les allocations d'incapacité sont une assurance que nous finançons tous. La sécurité sociale belge repose sur le principe : “Cotiser selon ses moyens, recevoir selon ses besoins.” Les malades ne “coûtent” pas, ils reçoivent ce pour quoi ils ont cotisé, comme les pensions, les allocations familiales ou le chômage.

LES ARGUMENTS CLASSISTES

FAIT n° 4 : Les malades ne sont pas “à charge” : ils maintiennent la solidarité qui profitera à tous.

2 Belges sur 3 seront temporairement en incapacité au cours de leur vie.

1 Belge sur 4 souffrira d’une maladie chronique.

Sans solidarité aujourd’hui, nous compromettons l’avenir de tous.

Exemple de réponses :

Réponse courte : « Les malades ne coûtent pas cher : c’est la maladie qui coûte. Et ce qui rend malade, ce sont les conditions de travail, le stress et la précarité. »

Réponse longue : « Dire que les malades coûtent cher est une manière de culpabiliser ceux qui souffrent. En Belgique, la hausse des incapacités vient des burn-outs, des troubles mentaux liés au travail et du stress. Les malades ne sont pas responsables : ils ont cotisé toute leur vie pour une sécurité sociale qui existe précisément pour ces moments-là. Le vrai coût vient du sous-financement de l’INAMI, des prix abusifs des médicaments et des politiques d’austérité. Soigner, c’est investir, pas perdre. »

Une technique : l’inversion de vulnérabilité

Objectif : On montre que les personnes accusées (les malades) ne sont pas la cause du problème : elles en sont les victimes.

« Ceux que vous accusez de coûter cher sont en réalité ceux qui payent le prix le plus fort : leur santé. S’ils sont en incapacité, c’est parce que quelque chose s’est cassé dans leur vie ou dans leur travail. »

L’interlocuteur comprend que l’accusation attaque les plus fragiles, pas les responsables.

Message-clé à retenir :

Les malades ne coûtent pas cher : ce sont les mauvaises conditions de travail, la précarité et le sous-financement de la santé qui coûtent à toute la société.

LES ARGUMENTS SÉCURITAIRES

Le sécuritaire, c'est l'approche politique qui présente tous les problèmes sociaux comme des questions d'ordre et de menace, pour justifier plus de contrôle, plus de police et moins de droits.

1. " La justice est laxiste. "

2. " Les violences explosent. "

3. " Pour plus de sécurité ; plus de policiers. "

LES ARGUMENTS SÉCURITAIRES

1. “ La justice est laxiste. ”

Cet élément de langage sert à **alimenter un sentiment d'insécurité** pour justifier plus de répression contre les classes populaires, des pouvoirs policiers renforcés, des politiques autoritaires. La justice est pourtant étonnamment bienveillante avec la criminalité financière, l'évasion fiscale, les fraudes patronales, les violences économiques, les pollueurs, les multinationales. Dire que la justice est “laxiste”, c'est **réclamer qu'elle soit encore plus dure mais uniquement envers les plus faibles.**

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

« Les juges manquent de sévérité. »
« Il faudrait des peines plus fermes. »

Version “mainstream” :

« Les criminels sont relâchés trop vite. »
« Les peines ne sont pas appliquées. »

Version “hard” / extrême droite :

« La justice protège les voyous. »
« On vit dans l'impunité totale. »
« Les juges rouges détruisent la société. »

Toujours le même message :

“Il n'y a pas assez de punition, il faut moins de droits et plus d'autorité..”

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Les peines n'ont jamais été aussi sévères.

Depuis 20 ans, les législations pénales n'ont fait qu'augmenter la durée des peines et multiplier les motifs d'incarcération.

Le “laxisme” est un mythe politique, pas une réalité.

FAIT n° 2 : Si la justice était laxiste, les prisons seraient vides.

La surpopulation carcérale prouve l'inverse.

FAIT n° 3 : La récidive est réduite par la réinsertion, pas par la sévérité.

Toutes les études montrent que les peines plus longues n'empêchent pas la récidive. L'éducation, la formation, les soins et l'accompagnement réduisent la récidive.

La prison sans accompagnement aggrave la délinquance.

LES ARGUMENTS SÉCURITAIRES

FAIT n° 4 : Les juges appliquent la loi adoptées par le Parlement et mise en oeuvre par les gouvernements.

Dire "la justice est laxiste", c'est en réalité accuser les juges d'appliquer les lois que la droite et les gouvernements eux-mêmes ont votées.

Exemple de réponses :

Réponse courte : « La justice n'est pas laxiste avec tout le monde : elle est dure avec les pauvres et très clément avec les puissants. Le vrai problème, ce n'est pas le laxisme : c'est l'injustice ciblée contre les travailleurs. »

Réponse longue : « Les chiffres montrent que les peines se sont durcies depuis 20 ans et que les prisons sont surpeuplées. Le mythe du "laxisme" sert surtout à faire peur et à pousser vers plus de répression contre les classes populaires. Or, on sait que ce qui marche pour réduire la délinquance, ce sont la prévention, l'éducation, l'accompagnement, pas l'enfermement systématique. Ce n'est pas le laxisme qui pose problème mais une justice de classe, durcie par les politiques d'austérité. »

Une technique :

Retour à la réalité statistique

Objectif : Ramener la discussion sur des faits mesurables et de longue durée, pour casser l'effet "faits divers". Ici, on ré-ancrage la conversation dans le réel statistique, pas dans un autre cadre conceptuel.

« Regardons ce qu'on peut mesurer : les peines se sont durcies ces 20 dernières années, et les prisons débordent. Ça, ce sont des faits. Ce qu'on appelle "laxisme", ce sont en réalité quelques cas très médiatisés. Si on parle de la justice, parlons-en avec des chiffres, pas avec des impressions. »

Désamorce la panique émotionnelle en rappelant des données vérifiables. On sort du terrain de la peur pour retourner sur celui de la vérité.

Message-clé à retenir :

Ce n'est pas la justice qui est laxiste, c'est la société qui est abandonnée, et les classes populaires réprimées. La répression ne remplace pas les services publics.

LES ARGUMENTS SÉCURITAIRES

2. “ Les violences explosent. ”

Cet élément de langage alimente un sentiment d'insécurité afin de **justifier des politiques plus répressives** : renforcement policier, durcissement pénal, réduction des libertés publiques. Il **transforme des faits divers médiatisés en “tendance générale”** et détourne l'attention des véritables déterminants de la sécurité : pauvreté, inégalités, services publics affaiblis. Il alimente aussi un discours anti classe populaire et anti étrangers, souvent pointés du doigt comme les responsables des violences.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

« On voit bien que la violence augmente. »
« Les gens ne se sentent plus en sécurité. »

Version “mainstream” :

« La délinquance ne fait que monter. »
« Les villes deviennent dangereuses. »

Version “hard” / extrême droite :

« C'est la jungle. »
« Les racailles font la loi. »
« On est plus en sécurité nulle part. »

Toujours le même message :

«La société est en plein effondrement sécuritaire, seule la répression pourrait la sauver.»

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Les violences graves n'explosent pas, elles diminuent sur 20 ans. En Belgique comme en Europe, les homicides et agressions graves ont baissé depuis le début des années 2000. Ce que les gens perçoivent comme “explosion” n'apparaît dans aucune statistique criminologique sérieuse.

FAIT n° 2 : Ce qui explose, c'est la médiatisation des faits divers. Les chaînes d'info, réseaux sociaux, et formats courts multiplient les images de violences, les vidéos virales, les “news” sensationnalistes. La perception augmente, pas la violence réelle.

FAIT n° 3 : Les violences les plus fréquentes ne sont pas celles dont on parle. Les violences réellement massives en Belgique sont les violences intrafamiliales, les violences économiques, les violences au travail, les violences sexuelles. Les discours sécuritaires invisibilisent les violences réelles au profit des violences “spectaculaires”.

LES ARGUMENTS SÉCURITAIRES

FAIT n° 4 : Les études criminologiques montrent que plus les inégalités augmentent, plus les violences tendent à augmenter.

Le discours "moral" masque un problème social et économique ; à terme, les politiques de droite pourraient provoquer une hausse réelle des violences.

Exemple de réponses :

Réponse courte : « Les violences n'explorent pas : ce qui explose, ce sont les vidéos et les faits divers. Les chiffres montrent une tendance stable ou en baisse, surtout pour les violences graves. »

Réponse longue : « Les données officielles montrent que les homicides et les agressions graves ne sont pas en hausse en Belgique. Ce qui augmente, c'est la médiatisation des faits divers, la circulation de vidéos et le sentiment d'insécurité. La réalité, c'est que les violences les plus massives sont invisibilisées : violences intrafamiliales, sexuelles, pauvreté, précarité. Dire que "tout explose" permet surtout d'alimenter la peur pour pousser à plus de répression, alors que les solutions réelles sont sociales : réduire les inégalités, renforcer les services publics, investir dans la prévention. »

Une technique : la dissociation perception / réalité

Objectif : On montre que l'argument repose sur un ressenti amplifié, pas sur des données. Cela permet de désamorcer le discours sans nier l'émotion de l'interlocuteur.

« Je comprends qu'on ait cette impression : on voit des vidéos tous les jours. Mais si on regarde les chiffres réels, la violence grave n'augmente pas. Ce qui augmente, c'est l'exposition médiatique. »

On reconnaît le ressenti (ce qui apaise), mais on ré-ancre la discussion dans le réel.

Message-clé à retenir :

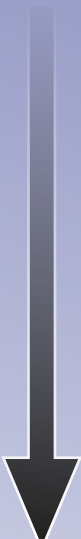
Les violences n'explorent pas, c'est la visibilité des violences qui augmente. Le vrai danger, c'est que la peur serve à justifier l'autoritarisme.

LES ARGUMENTS SÉCURITAIRES

3. “ Pour plus de sécurité ; plus de policiers ! ”

Cet élément de langage repose sur l'idée simple (et simpliste) que la sécurité dépend uniquement du nombre de policiers. Il sert à **justifier l'augmentation des budgets policiers au détriment d'autres services publics**, le durcissement pénal, la réduction des libertés publiques, le déplacement des problèmes sociaux vers la répression. Il **détourne l'attention de la véritable insécurité** : pauvreté, logement insalubre, inégalités, absence de prévention, manque de services sociaux. Il divise aussi : quartiers populaires contre police, “bons citoyens” contre “mauvais jeunes”, pauvres contre institutions.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

« Il faut renforcer la présence policière. »

« On a besoin de plus de prévention... et plus de policiers. »

Version “mainstream” :

« Pour plus de sécurité, il faut plus de policiers. »

« La police manque de moyens, voilà le problème. »

« On veut plus de patrouilles et moins d'incivilités. »

Version “hard” / extrême droite :

« Les racailles ne comprennent que la force. »

« Trop de droits, pas assez de police. »

« Les quartiers sont perdus, il faut les reconquérir. »

Toujours le même message :

“La répression est la seule réponse possible à l'insécurité.”

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Augmenter le nombre de policiers n'a jamais suffi à réduire la criminalité. Toutes les études internationales montrent que plus de police entraîne plus d'arrestations visibles, mais pas de baisse significative des violences graves.

FAIT n° 2 : Ce qui réduit réellement la criminalité, ce sont les politiques sociales. Logement, santé mentale, éducation, emploi, accès aux droits, ce sont les déterminants majeurs de la sécurité à long terme. Les pays les plus sûrs (Scandinavie, Islande) sont ceux qui investissent massivement dans le social, pas dans le tout-répressif.

FAIT n° 3 : La police elle-même réclame d'autres moyens que la seule présence sur le terrain. En Belgique, les syndicats policiers soulignent régulièrement la surcharge

LES ARGUMENTS SÉCURITAIRES

de travail, le manque de formation, l'absence de prévention, le temps perdu pour des tâches sociales qu'ils ne devraient pas gérer. Plus de policiers sans plus de prévention ne change rien.

FAIT n° 4 : Les violences que subissent réellement les citoyens sont souvent hors du champ policier. Violences intrafamiliales, violences sexuelles, violences économiques, cybercriminalité : ces phénomènes massifs nécessitent des structures spécialisées, pas juste des patrouilles.

Exemple de réponses :

Réponse courte : « Plus de police ne fait pas plus de sécurité. Ce qui réduit vraiment la criminalité, c'est la lutte contre la pauvreté, ce sont la prévention, le logement, la santé et l'éducation. »

Réponse longue : « L'idée que la sécurité dépend uniquement du nombre de policiers ne tient pas. Les pays les plus sûrs ne sont pas ceux qui ont le plus de police, mais ceux qui ont le plus de prévention sociale, d'éducation, de services publics. Les violences graves n'ont pas diminué avec plus de patrouilles, mais elles diminuent quand on réduit la pauvreté et les inégalités. La police elle-même dit qu'elle ne peut pas tout faire. La sécurité, ce n'est pas seulement la répression : c'est d'abord une société qui fonctionne. »

Une technique : la redéfinition du mot-clé

Objectif : Ne pas accepter la définition étroite de la sécurité imposée par la droite ("police = sécurité"), et proposer une définition complète, humaine et sociale.

« Si on veut plus de sécurité, il faut lutter contre la vraie insécurité ; la précarité. Il faut plus de logement, plus de santé mentale, plus d'éducation. La police intervient après le problème. La sécurité, c'est éviter qu'il se produise. Notre sécurité, elle est sociale. »

Tu démontres que leur solution ne répond même pas à la question réelle.

Message-clé à retenir :

La sécurité n'est pas une question de nombre de policiers, mais de qualité de société. La prévention protège bien plus efficacement que la répression.

LES ARGUMENTS DISCRIMINATOIRES

Les discours discriminatoires sont ceux qui désignent un groupe comme problème ou menace, afin de justifier son exclusion, son infériorisation ou la réduction de ses droits. Ces discriminations sont le résultat de l'imbrication de systèmes de dominations structurelles comme le racisme et le patriarcat.

1. " L'immigré est assisté et vole nos emplois. "

2. " La discrimination positive, c'est l'inégalité. "

3. " Aujourd'hui, le sexisme est musulman. "

LES ARGUMENTS DISCRIMINATOIRES

1. “ L’immigré est assisté et vole nos emplois. ”

Cet élément de langage **combine deux accusations contradictoires** : l’immigré ne travaillerait pas (assisté) et il travaillerait trop (vole nos emplois).

Ce double discours permet de **justifier des politiques anti-migrants combinées à des mesures anti-sociales**, en divisant les travailleurs entre travailleurs natifs et immigrés.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

« L’intégration, c’est bien, mais il faut des règles. »

« Certains profitent du système. »

Version “mainstream” :

« Les immigrés coûtent trop cher en aides sociales. »

« On ne peut pas accueillir toute la misère du monde. »

Version “hard” / extrême droite :

« Les immigrés vivent sur notre dos, et sont privilégiés. »

« Ils volent nos jobs et détruisent notre modèle social. »

Toujours le même message :

L’immigré est responsable de tous les problèmes, pas les choix politiques.

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Les immigrés travaillent plus que la moyenne... et cotisent plus qu’ils ne reçoivent. En Belgique, les personnes nées à l’étranger ont un taux d’emploi en hausse constante et sont surreprésentées dans les métiers essentiels : nettoyage, soins, transports, horeca, logistique. Toutes les études montrent qu’elles cotisent plus qu’elles ne perçoivent.

FAIT n° 2 : Assisté et voleur d’emploi sont des accusations impossibles à concilier. C’est une contradiction logique : si quelqu’un “vole un emploi”, il travaille ; s’il est “assisté”, il ne travaille pas. Les deux ne peuvent pas être vraies en même temps.

FAIT n° 3 : Si certains immigrés sont en difficulté, c’est à cause de la discrimination. Accès au travail plus difficile, diplômes non reconnus, discriminations patronales documentées. Le problème n’est pas la personne : c’est le système qui lui ferme des portes.

LES ARGUMENTS DISCRIMINATOIRES

Exemple de réponses :

Réponse courte : « Les immigrés ne volent pas nos emplois : ils en créent puisqu'ils cotisent et consomment. Et ils ne vivent pas de nos impôts : ils financent largement la sécurité sociale. »

Réponse longue : « Les chiffres sont clairs : les immigrés travaillent dans les secteurs essentiels et cotisent plus qu'ils ne reçoivent. Ils ne volent pas l'emploi : ils occupent des métiers que beaucoup refusent et leur présence crée de l'activité économique. Le discours qui les accuse d'être à la fois "assistés" et "voleurs de jobs" ne tient pas debout. Il sert surtout à diviser les travailleurs pour éviter de parler des vrais problèmes : les bas salaires, la précarité et les choix politiques. »

Une technique : la contradiction performative

Objectif : Mettre en lumière que l'argument combine deux accusations impossibles à tenir ensemble. On ne répond pas immédiatement sur les faits : on montre que l'argument s'auto-détruit.

« Donc ils prendraient nos emplois et vivraient d'aides ? Il faudrait choisir : on ne peut pas travailler trop et pas assez en même temps. »

On casse la cohérence interne du discours, sans agressivité.

Message-clé à retenir :

Une personne issue de l'immigration ne prend rien : elle contribue, elle travaille, elle finance, elle enrichit. Le discours inverse sert uniquement à diviser les travailleurs.

LES ARGUMENTS DISCRIMINATOIRES

2. “ La discrimination positive, c’est l’inégalité. ”

Cet argument rhétorique sert à discréditer toute politique qui vise à réparer une injustice structurelle (racisme, sexisme, pauvreté, handicap, etc.) en la présentant comme une “injustice inversée”. Il fait comme si tout le monde partait sur la même ligne de départ, alors que les inégalités sont réelles, anciennes, documentées et profondes. Ne « pas voir les couleurs » ne veut pas dire qu’elles n’existent pas ; c’est se rendre aveugle à une situation réelle.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

- « Il faut l’égalité, pas des privilèges pour certains. »
- « La discrimination positive crée des tensions. »

Version “mainstream” :

- « La discrimination positive, c’est de l’injustice. »
- « On favorise certains au lieu de traiter tout le monde pareil. »

Version “hard” / extrême droite :

- « On donne tout aux minorités. »
- « Les Blancs / les hommes / les Belges sont discriminés chez eux. »
- « On remplace le mérite par la couleur de peau. »

Toujours le même message :

Les inégalités seraient déjà réglées, toute tentative de réparation serait une injustice.

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : L’égalité formelle ne suffit pas quand les points de départ sont différents. Dire “traite tout le monde pareil” quand certains sont discriminés à l’embauche, sous-payés ou sous-représentés, c’est en réalité maintenir l’inégalité, pas la résoudre.

FAIT n° 2 : Les politiques correctrices sont limitées, temporaires et strictement encadrées. Quotas, objectifs de diversité, programmes d’accès sont contrôlés, proportionnés, et justifiés par l’intérêt public. Ils ne créent pas un “avantage”, ils combattent des inégalités et des injustices.

FAIT n° 3 : Sans politiques correctrices, les discriminations continuent. Les tests de discrimination à l’embauche en Belgique montrent qu’on a jusqu’à 30% de chances en moins avec un prénom “perçu comme marocain ou turc”, que les femmes sont surreprésentées dans les bas salaires, que les personnes handicapées sont massivement exclues du marché du travail. Ne rien faire, c’est laisser fonctionner une discrimination systémique.

LES ARGUMENTS DISCRIMINATOIRES

Exemple de réponses :

Réponse courte : « La discrimination positive ne crée pas une injustice : elle répare une injustice déjà là. Traiter tout le monde pareil quand les inégalités sont réelles, c'est juste les maintenir. »

Réponse longue : « Dire que la discrimination positive crée l'inégalité, c'est oublier que les discriminations existent déjà. En Belgique, les femmes sont moins payées, les personnes racisées sont discriminées à l'embauche et les personnes handicapées sont massivement exclues du travail. Les politiques correctrices ne donnent pas des privilèges : elles équilibrent un terrain qui est inégal depuis des décennies. Sans cela, rien ne change. L'égalité formelle sans égalité réelle, c'est du théâtre. »

Une technique : la révélation du faux universalisme

Objectif : Mettre en lumière que l'argument prétend être "égalitaire", mais repose sur une vision fictive d'un monde où les discriminations n'existeraient pas.

« Traiter tout le monde pareil comme si tout le monde avait les mêmes chances, ce n'est pas de l'égalité : c'est du déni. L'égalité réelle demande parfois des corrections temporaires pour compenser les injustices. »

Tu transformes leur discours "pour l'égalité" en ce qu'il est réellement : un moyen de préserver les inégalités existantes.

Message-clé à retenir :

La discrimination positive ne crée pas l'inégalité : elle cherche à la réparer. Le vrai scandale, ce n'est pas qu'on corrige les injustices, c'est qu'elles existent encore.

LES ARGUMENTS DISCRIMINATOIRES

3. “ Aujourd’hui, le sexisme est musulman. ”

Cet argument **vis** à se **dédouaner** de la problématique du sexisme, en en faisant un phénomène à la fois marginal et lié à l’immigration ou à la religion. Avec cet argument, la droite légitime des politiques islamophobes sous couvert de “féminisme”, **en réfutant les enjeux réels du sexisme** (présent dans l’ensemble de la société) tout en s’appuyant sur un bouc émissaire (ici les musulmans).

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

« D’autres cultures ont quand même une autre vision des femmes que nous ».

Version “mainstream” :

« Le port du voile montre bien le rapport que la religion musulmane a aux femmes »

Version “hard” / extrême droite :

« Les étrangers sont tous des violeurs ».

« Les musulmans sont un danger pour la société, en particulier pour les femmes. »

Toujours le même message :

L’idée est toujours la même, c’est de faire porter la responsabilité du sexisme et des violences sexuelles à des minorités religieuses ou ethniques.

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Le sexisme provient d’un système structurel de domination qui se retrouve dans l’ensemble de notre société : le patriarcat. Il n’est pas “culturellement musulman”. En Belgique, comme ailleurs, les violences sexistes et sexuelles (VSS) envers les femmes proviennent de tous les milieux sociaux et culturels et les actes les plus graves (féminicides et viols) sont commis dans l’écrasante majorité des faits, par un homme proche de la victime.

FAIT n° 2 : La stigmatisation des hommes musulmans est une stratégie de bouc émissaire pour détourner l’attention du manque d’actions de nos gouvernements, de nos employeurs et parfois de nous-même pour agir contre toutes les VSS et leurs causes.

FAIT n° 3 : L’islamophobie fragilise les luttes féministes. La stigmatisation raciste et sexiste des femmes musulmanes, en particulier de celles qui portent le foulard, les isole et réduit leur accès à l’emploi et l’indépendance économique, au sport et autres outils d’émancipation. Par ailleurs, elle les présente comme des « victimes passives », niant qu’elles sont souvent en première ligne dans le combat contre le sexisme, que ça soit dans des mouvements syndicaux ou associatifs.

LES ARGUMENTS DISCRIMINATOIRES

Exemple de réponses :

Réponse courte : « On retrouve du sexisme partout, quel que soit l'origine ou la classe sociale. Depardieu n'est ni immigré ni musulman que je sache ».

Réponse longue : « Les données belges montrent que la plupart des violences sexistes viennent de milieux non-musulmans. Accuser une communauté, c'est détourner le regard des violences conjugales, des féminicides, des inégalités salariales et des discriminations que subissent toutes les femmes. Depardieu, Bedos, Ils sont musulmans ? Les femmes musulmanes sont souvent en première ligne contre le patriarcat. Le discours qui dit "le sexisme est musulman" ne lutte pas contre le sexisme : il sert l'islamophobie. »

Une technique : la "réuniversalisation"

Objectif : Montrer que l'argument repose sur une exceptionalisation d'un phénomène global.

« Le sexisme n'est pas une importation : c'est une structure qu'on retrouve dans la plupart des sociétés. Le réduire à une religion, c'est se raconter une histoire confortable pour éviter de voir le sexisme chez soi. »

Tu recentres le débat sur la réalité sociale, pas sur le bouc émissaire.

Message-clé à retenir :

Le sexisme n'a pas de religion. L'assigner à l'islam, c'est camoufler les violences et divisions produites par le système de domination patriarcal ancré depuis bien longtemps en Europe.



LES ARGUMENTS MORALISATEURS

Les discours moralisateurs transforment des problèmes sociaux en fautes individuelles, en culpabilisant les personnes plutôt que les conditions qui les déterminent.

1. " Le wokisme détruit les valeurs occidentales. "

2. " Le travail c'est la santé ! "

3. " Quand on veut, on peut ! "

LES ARGUMENTS MORALISATEURS

1. “ Le wokisme détruit les valeurs occidentales ”

Cet élément de langage sert à délégitimer toutes les luttes pour l'égalité (antiracisme, féminisme, droits LGBTQI+) en les présentant comme une menace civilisationnelle. Il transforme un effort de justice sociale en “idéologie dangereuse”, pour protéger les dominants et détourner l'attention des véritables enjeux : inégalités, discriminations, violences structurelles, crise écologique, crise démocratique.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

« On va trop loin avec la sensibilité. »

« Il faut défendre la liberté d'expression contre les excès du politiquement correct. »

Version “mainstream” :

« On ne peut plus rien dire. »

« On attaque nos traditions, notre culture, notre identité. »

Version “hard” / extrême droite :

« Les wokistes veulent détruire l'Occident. »

« Le wokisme est un totalitarisme. »

Toujours le même message :

L'égalité est une menace, pas un progrès.

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Le “wokisme” n'existe pas, c'est un mot inventé pour disqualifier des luttes réelles. Le terme “woke”, devenu “wokisme”, désigne à l'origine... la vigilance face aux injustices raciales. Son détournement médiatique en “idéologie dangereuse” sert à attaquer les droits des femmes, l'antiracisme, les droits LGBTQI+, les politiques d'inclusion.

FAIT n° 2 : Ce que certains appellent “wokisme” n'est que l'application de valeurs que l'Occident a contribué à porter. L'égalité, les droits humains, la justice, la solidarité, le respect de l'État de droit, l'opposition aux discriminations ; tout cela s'inscrit pleinement dans notre histoire.

FAIT n° 3 : Les soi-disant “valeurs occidentales en danger” sont instrumentalisées. Dans le discours anti-woke, l'Occident est présenté comme homogène, menacé, figé, pur. Or l'histoire occidentale est faite de conflits, de mélanges, de transformations et de luttes sociales. La diversité et l'égalité font partie des valeurs occidentales.

LES ARGUMENTS MORALISATEURS

FAIT n° 4 : Dans l'histoire occidentale, chaque avancée a été qualifiée de menace. Comme le droit des femmes à voter, l'abolition de l'esclavage, le droits des travailleurs, le mariage pour tous. Aucun de ces progrès sociaux n'a détruit quoi que ce soit. Ils ont élargi la liberté.

Exemple de réponses :

Réponse courte :

« Le wokisme, c'est juste un mot-valise pour attaquer les luttes pour l'égalité. Les valeurs occidentales, ce sont les droits humains, pas la nostalgie d'un passé idéalisé. »

Réponse longue :

« Dire que le wokisme détruit les valeurs occidentales, c'est inverser la réalité. Les valeurs occidentales, ce sont la liberté, l'égalité, la dignité humaine. Ce que certains appellent "wokisme", ce sont des luttes pour que ces principes s'appliquent vraiment à tout le monde. C'est un épouvantail qui sert à diviser et à détourner des vrais problèmes : précarité, inégalités, crise démocratique. Les sociétés ne s'effondrent pas lorsqu'elles avancent vers plus de justice. Elles se renforcent. »

Une technique : la décomposition du mot-écran

Objectif : Montrer que le mot "wokisme" n'est pas un concept sérieux mais une étiquette fourre-tout destinée à créer une peur artificielle.

« Quand on dit "wokisme", on parle de quoi exactement ? Du fait de lutter contre le racisme ? De défendre les femmes ? De vouloir que les personnes LGBTQI+ ne soient pas discriminées ? Si c'est ça, alors ce ne sont pas des menaces : ce sont des droits. »

On force l'interlocuteur à préciser et le discours s'effondre dès qu'il doit devenir concret.

Message-clé à retenir :

Le "wokisme" n'est qu'un mot pour attaquer l'égalité. Les valeurs occidentales ne sont pas menacées par la justice sociale, elles en dépendent.

LES ARGUMENTS MORALISATEURS

2. " Le travail c'est la santé ! "

Cet élément de langage transforme le travail en source naturelle de bien-être, **comme si toute souffrance venait d'un manque d'activité, et non des conditions de travail elles-mêmes**. Il sert à culpabiliser les travailleurs malades, à légitimer les réformes punitives contre les incapacitants, et à rendre invisibles la pénibilité, le stress, les accidents, l'usure physique et psychique.

Variations du même discours (soft — hard)



Version "soft" (acceptable socialement) :

- « Le travail, c'est bon pour le moral. »
- « Rester actif, ça garde en forme. »

Version "mainstream" :

- « Beaucoup profitent du statut d'incapacité. »
- « Ceux qui sont en incapacité ne veulent pas bosser. »

Version "hard" / extrême droite :

- « Le travail, c'est la meilleure thérapie ; sauf pour les fainéants. »
- « Il faut arrêter de médicaliser les paresseux. »
- « A quoi bon s'occuper de ceux qui sont même pas fichus de bosser ? »

Toujours le même message : Si vous êtes malades, c'est que vous ne voulez pas assez travailler.

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Le travail constitue une cause majeure de nombreuses atteintes à la santé. En Belgique, les principales maladies liées aux conditions de travail incluent les troubles musculosquelettiques (TMS), les troubles psycho-sociaux tels que les burn-outs et les dépressions, ainsi que certaines maladies cardiovasculaires associées au stress professionnel. A cela s'ajoute les accidents du travail (plus de 160 000 par an). En somme, beaucoup de pathologies sont dues aux conditions de travail, et non à l'absence de travail.

FAIT n° 2 : Les réformes qui poussent les malades à travailler aggravent leur état. Les politiques de "réintégration forcée" ont montré une augmentation des rechutes, un taux élevé d'aggravation des pathologies, un retour à long terme moins stable que les parcours volontaires. La pression ne soigne rien.

FAIT n° 3 : Les travailleurs belges sont parmi les plus productifs et les plus usés d'Europe. La Belgique a l'un des taux de productivité les plus élevés au monde, un taux de burn-out en explosion, une usure professionnelle forte dans de nombreux secteurs. Si "le travail, c'était la santé", on passerait presque pour les champions du bien-être.

LES ARGUMENTS MORALISATEURS

Exemple de réponses :

Réponse courte :

« Le travail peut faire du bien quand il est bien organisé, mais aujourd'hui c'est surtout les conditions de travail qui rendent les gens malades. La santé ne se décrète pas, elle se protège. »

Réponse longue : « Dire que le travail, c'est la santé, c'est occulter la réalité : en Belgique, une grande partie des maladies physiques et psychiques sont liées au travail. Le stress, la pénibilité, les horaires impossibles, les salaires trop bas et la pression managériale détruisent la santé. On le voit avec l'explosion des burn-outs. Ce discours sert surtout à culpabiliser les malades et à justifier des politiques qui les forcent à reprendre trop tôt. »

Une technique : Le renversement par la preuve

Objectif : Montrer que les données montrent exactement l'inverse du slogan.

« Si le travail était la santé, on n'aurait pas une explosion des burn-outs, des accidents et des maladies liées au stress. Ce sont les conditions de travail qui doivent être soignées, pas les travailleurs qui doivent être culpabilisés. »

On renverse le slogan en démontrant qu'il est factuellement faux — sans se laisser enfermer dans la rhétorique morale.

Message-clé à retenir :

Le travail n'est pas bon pour la santé , tout particulièrement quand il oublie l'humain au profit de la productivité. Le problème, ce ne sont pas les travailleurs : ce sont les conditions.

LES ARGUMENTS MORALISATEURS

3. “ Quand on veut, on peut ! ”

Cet élément de langage présente la réussite comme une simple question de volonté individuelle et transforme l'échec en faute personnelle. Il sert à nier les inégalités sociales, à invisibiliser les obstacles structurels (revenus, santé, logement, discriminations, mobilité, éducation), et à justifier les politiques de désengagement public : si chacun peut réussir “en voulant”, alors l'État n'a plus à corriger les injustices.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

« Pour y arriver, il faut y mettre un peu de bonne volonté ! ».
« Le monde appartient à ceux qui se lèvent tôt ! ».

Version “mainstream” :

« J'ai bossé come un dingue, moi, pour en arriver là ».
« Ceux qui échouent ne se donnent pas assez de mal. »

Version “hard” / extrême droite :

« Ceux qui s'en sortent pas sont des branleurs et des profiteurs ».
« Il y a ceux qui se plaignent et il y a ceux qui bossent ».
« Pour trouver un travail, il faut commencer par traverser la rue ».

Toujours le même message : L'idée est toujours la même, on serait dans un système méritocratique et les individus sont responsables de leur situation, jamais la société. Les inégalités sont donc normales.

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Les conditions sociales déterminent largement la réussite.

Les études belges montrent que les chances de réussite dépendent fortement du niveau de revenu de la famille, du niveau d'éducation des parents, du quartier d'origine, du logement, de la santé, de la présence (ou non) d'un réseau familial et amical. La volonté ne peut pas compenser des obstacles structurels.

FAIT n° 2 : Les discriminations limitent la réussite, même avec beaucoup de volonté. En Belgique, on a 30 % de chances en moins d'être convoqué à un entretien avec un prénom perçu comme “étranger”. On pourrait parler aussi des femmes-moins payées, ou des personnes handicapées qui sont massivement exclues du marché de l'emploi, entre autres exemples.

FAIT n° 3 : Les données européennes montrent que les jeunes ont aujourd'hui plus de mal que leurs parents à devenir propriétaires, obtenir un emploi stable, monter dans la hiérarchie sociale. L'idée d'un monde “où tout est possible” est de moins en moins vraie.

LES ARGUMENTS MORALISATEURS

Exemple de réponses :

Réponse courte : « Vouloir ne suffit pas quand on n'a pas les mêmes chances. La réussite dépend surtout des conditions sociales et de l'égalité d'accès aux opportunités. »

Réponse longue : « Dire "quand on veut, on peut" culpabilise les gens. La réalité, c'est que la réussite dépend énormément du revenu des parents, du quartier, de la santé, des discriminations ou simplement des opportunités disponibles. Beaucoup de gens veulent, essayent, travaillent dur et restent bloqués parce que les obstacles sont structurels. La volonté est importante, mais ce sont les politiques publiques et les conditions sociales qui permettent à chacun de réussir. »

Une technique : l'exemple irréfutable

Objectif : Utiliser un cas concret qui montre immédiatement que "vouloir" ne suffit pas.

« Si "quand on veut on peut" était vrai, il n'y aurait pas de chômage involontaire, pas de maladie, pas de discriminations. Tout le monde voudrait être riche et en bonne santé... Donc soit on considère que des millions de gens ne "veulent pas", soit on accepte que le problème est structurel. »

L'interlocuteur se retrouve face à une contradiction évidente. Le discours moraliste ne tient plus.

Message-clé à retenir :

La volonté est nécessaire, mais elle ne suffit jamais. Ce qui empêche les gens d'avancer, ce ne sont pas leurs efforts, ce sont les obstacles structurels.

LES ARGUMENTS ANTI-DÉMOCRATIQUES

Les discours anti-démocratiques sont ceux qui affaiblissent la participation citoyenne et les contre-pouvoirs, en légitimant l'autorité, la répression ou la concentration du pouvoir au détriment de la démocratie sociale.

1. " Toutes ces lois nous freinent. "

2. " La tyrannie de la minorité, ça suffit ! "

3. " En démocratie, c'est pas la rue qui décide. "

LES ARGUMENTS ANTI-DÉMOCRATIQUES

1. “ Toutes ces lois nous freinent. ”

Cet élément de langage **vis** en réalité les lois sociales en les présentant **comme un poids inutile** qui empêcherait “l’économie”, “l’innovation” ou “les entreprises” d’avancer. Il sert à justifier des dérégulations, moins de contrôle, plus de flexibilité unilatérale, la baisse des protections environnementales et sociales, le contournement des droits des travailleurs. Ce faisant, **il oppose artificiellement l’intérêt général aux protections collectives**.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

- « Le marché du travail est trop rigide. »
- « Certaines protections sont dépassées. »

Version “mainstream” :

- « On étouffe sous les normes. »
- « On n’avance plus à cause des règles. »

Version “hard” / extrême droite :

- « Les lois tuent l’économie et la liberté. »
- « On doit casser les règles et déréguler massivement. »
- « Le gouvernement des juges, ça suffit ! »

Toujours le même message :

Les lois sociales sont des obstacles, pas des moyens de nous protéger collectivement.

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Les lois sociales sont conquises de haute lutte par le monde du travail. Elles protègent la santé, les salaires et la sécurité. Sans loi sociale, pas de congés payés, de salaire minimum, de temps de travail limité, de sécurité au travail, de protection contre le licenciement abusif, pas de retraite, Ces lois ne freinent pas, elles empêchent l’exploitation.

FAIT n° 2 : Les pays les plus réglementés sont aussi les plus compétitifs. Scandinavie, Allemagne, Benelux. Ces pays ont une forte protection sociale et une économie parmi les plus performantes du monde.

FAIT n° 3 : Les lois sociales sont des réponses à des abus réels. Chaque protection existante a été conquise parce qu’on mourrait au travail, on travaillait 12h par jour, les salaires étaient misérables, les travailleurs étaient licenciés sans motif, les enfants travaillaient dans les usines. Dire qu’elles “freinent”, c’est vouloir revenir en arrière.

LES ARGUMENTS ANTI-DÉMOCRATIQUES

FAIT n° 4 : Quand on réduit les lois sociales, ce sont les travailleurs qui paient la facture. Les dérégulations engendrent plus d'accidents, plus de maladies liées au travail, mais aussi salaires qui stagnent, précarité qui explose, burnout et épuisement professionnel. Moins de lois = plus de risques.

Exemple de réponses :

Réponse courte : « Les lois sociales ne nous freinent pas : elles nous protègent. Sans elles, ce serait plus d'accidents, plus de précarité et moins de dignité au travail. »

Réponse longue : « Les lois sociales sont là pour garantir la santé, le salaire, la sécurité et la dignité au travail. Dire qu'elles freinent la société, c'est oublier qu'elles ont été créées précisément pour répondre à des abus massifs. Les économies fortes d'Europe sont aussi les plus protectrices. Ce qui freine réellement la société, ce n'est pas la loi sociale : ce sont les inégalités, la précarité et l'absence d'investissements. Supprimer les protections ne crée pas du dynamisme : cela crée de l'exploitation. »

Une technique : la révélation du ciblage sélectif

Objectif : Montrer que ceux qui disent « toutes ces lois nous freinent » ne critiquent jamais toutes les lois, mais uniquement celles qui protègent les travailleurs.

« Quand on dit que “les lois sociales nous freinent”, on cible quoi exactement ? Les congés payés ? Le salaire minimum ? La sécurité au travail ? Parce que bizarrement, on ne dit jamais que les lois fiscales qui bénéficient aux entreprises nous freinent. »

Cela dégonfle le discours général et révèle le biais idéologique derrière la formule.

Message-clé à retenir :

Les lois sociales ne freinent pas la société : elles empêchent les abus. Sans elles, ce n'est pas la liberté qui augmente — c'est l'exploitation.

LES ARGUMENTS ANTI-DÉMOCRATIQUES

2. “ La tyrannie de la minorité, ça suffit ! ”

Cet élément de langage accuse les minorités (politiques, sociales, culturelles, religieuses, sexuelles...) d'imposer leurs revendications à un “peuple réel” fantasmé. Il **transforme des demandes d'égalité en “exigences abusives”**. Il permet de **masquer la véritable domination** : celle des **groupes majoritaires privilégiés** (économiques ou politiques) qui se présentent comme “silencieux” alors qu'ils sont **surreprésentés** partout, dans les médias, les entreprises, la politique.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

- « On doit écouter tout le monde, mais là ça va trop loin. »
- « Il faut arrêter de tout adapter pour une petite minorité. »

Version “mainstream” :

- « Une minorité impose ses lois à la majorité silencieuse. »
- « On est censurés par des groupes ultra-minoritaires. »

Version “hard” / extrême droite :

- « Le pays est pris en otage par des minorités hystériques. »
- « Une poignée d'activistes dicte sa loi au pays entier. »
- « On vit dans une dictature bien-pensante d'extrême gauche »

Toujours le même message : le message est toujours le même et procède d'une inversion du réel ; les idées de gauche (les idées égalitaires) sont dominantes et issues de personnes privilégiées qui se posent en victimes.

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Ce n'est jamais une “minorité” qui domine, mais une classe. Le discours prétend que des micro-groupes (LGBTQI+, minorités racisées, féministes, intellectuels...) imposeraient leurs vues. En réalité, ce qui domine la société, ce sont les intérêts des capitalistes ; grands actionnaires, propriétaires, directions d'entreprise, finance, grandes fortunes, etc.

FAIT n° 2 : Le discours sur la “tyrannie des minorités” sert à diviser la classe travailleuse. C'est un classique du capitalisme, opposer les travailleurs “nationaux” aux travailleurs immigrés, opposer les hommes aux femmes, opposer les jeunes aux vieux, opposer les salariés stables aux précaires, etc. L'objectif est clair, empêcher la formation d'un front commun des exploités contre leurs exploiters.

FAIT n° 3 : Le discours ne vise pas la “minorité” mais l'idée d'égalité. Ce que la droite et l'extrême droite appellent “tyrannie des minorités”, ce sont en réalité les luttes pour l'égalité, perçues comme une “menace” car elles remettent en cause la hiérarchie sociale qui profite à la classe dominante.

LES ARGUMENTS ANTI-DÉMOCRATIQUES

FAIT n° 4 : Historiquement, les minorités opprimées n'ont jamais imposé de tyrannie, elles ont conquis des droits collectifs. Abolition du travail des enfants, congés payés, égalité devant la loi, droit de vote des femmes, droits civiques, droits syndicaux ; toutes ces conquêtes sont nées de luttes minoritaires contre un ordre injuste, qui ont ensuite bénéficié à toute la classe travailleuse. Le discours "anti-minorités" se répète à chaque avancée du mouvement ouvrier et progressiste.

Exemple de réponses :

Réponse courte : « Les minorités ne tyrannisent personne : elles demandent l'égalité. La seule minorité qui impose réellement ses intérêts, c'est la classe capitaliste. »

Réponse longue : « Le discours sur "la tyrannie des minorités" inverse la réalité. Les minorités discriminées ne font pas les lois, ne dirigent pas les entreprises, ne possèdent pas les médias. Elles demandent simplement l'égalité. La seule minorité qui décide réellement, c'est la minorité économique : les grands patrons, les actionnaires, les multinationales. Ce discours sert à détourner la colère populaire des vrais responsables de l'injustice sociale et à diviser la classe travailleuse pour empêcher son unité. »

Une technique : dévoiler la minorité réelle

Objectif : Faire apparaître clairement que le discours ne vise pas "des minorités", mais cherche à masquer la domination d'une minorité bien précise.

« Quelle minorité impose réellement ses intérêts ? Les personnes trans ? Les personnes racisées ? Les féministes ? Ou bien les multinationales, les banques, les gros actionnaires et les familles qui possèdent les médias ? »

L'interlocuteur est forcé de regarder là où il ne voulait pas regarder : vers la minorité économiquement dominante, pas vers les minorités discriminées.

Message-clé à retenir :

La seule minorité qui impose réellement ses intérêts à la société, ce n'est pas les groupes opprimés : c'est la classe dominante. Les minorités qui luttent ne veulent pas dominer — elles veulent l'égalité.

LES ARGUMENTS ANTI-DÉMOCRATIQUES

3. “ En démocratie, c’est pas la rue qui décide. ”

Le but est ici d’**opposer artificiellement la “démocratie” à la mobilisation sociale**. Il s’agit de délégitimer les grèves, les manifestations, les mouvements sociaux, l’action syndicale ; la contestation populaire en général. Il laisse croire que la démocratie se limite à voter tous les 4 ou 5 ans, et qu’entre deux élections le peuple doit se taire. Il invisibilise le fait que les classes dominantes, elles, agissent et décident tous les jours par leurs lobbies, leurs médias, leurs fortunes, leurs réseaux politiques. **Ce discours vise à désarmer la classe travailleuse** en la privant de ses outils historiques de lutte.

Variations du même discours (soft — hard)



Version “soft” (acceptable socialement) :

- « Les décisions doivent se prendre au Parlement. »
- « On peut manifester, mais c’est aux élus de trancher. »

Version “mainstream” :

- « Les syndicats ne peuvent pas bloquer le pays. »
- « Les minorités bruyantes ne doivent pas imposer leur volonté. »

Version “hard” / extrême droite :

- « Les grévistes sont des preneurs d’otages. »
- « Les syndicats sabotent la démocratie. »

Toujours le même message : ceux qui ont le pouvoir économique prétendent défendre la démocratie contre ceux qui n’ont que la rue pour se faire entendre.

Déconstruction factuelle :

FAIT n° 1 : Les mobilisations sociales font partie intégrante de la démocratie. Sans “la rue”, pas de congés payés, de semaines de 40h, de sécurité sociale, de droit de grève, de suffrage universel, de droits syndicaux, de droits des femmes. Ces droits n’ont pas été “offerts” par les gouvernements : ils ont été arrachés par la mobilisation collective.

FAIT n° 2 : Ceux qui disent “la rue ne décide pas” ne critiquent jamais les lobbies. Les patrons, les multinationales, les banques et les grandes fortunes négocient directement avec les ministres, financent les partis, influencent les lois, écrivent parfois des amendements. Cette influence-là n’est jamais dénoncée.

FAIT n° 3 : Dire “la rue ne décide pas” revient à réserver la démocratie aux élites. Cela revient à dire : “La décision appartient aux représentants et aux classes dirigeantes, pas au peuple organisé.” Mais la démocratie réelle dépend de la liberté de grève, du droit de manifester, de la pression collective, des mobilisations. La rue, c’est le peuple en mouvement. Empêcher le peuple de s’exprimer c’est affaiblir la démocratie.

LES ARGUMENTS ANTI-DÉMOCRATIQUES

Exemple de réponses :

Réponse courte : « Sans la rue, il n'y a pas de démocratie : tous nos droits viennent des mobilisations. Ceux qui n'ont pas d'argent pour influencer les lois n'ont que la rue pour se faire entendre. »

Réponse longue : « Dire que la rue ne décide pas, c'est nier l'histoire sociale : tous nos droits viennent du mouvement ouvrier, pas des gouvernements. La démocratie, ce n'est pas juste mettre un bulletin dans l'urne : c'est aussi la grève, la manifestation, la contestation. Les riches et les lobbies, eux, influencent les lois tous les jours sans qu'on dise que c'est antidémocratique. La rue, c'est le seul espace où la classe travailleuse peut peser face au pouvoir économique. Interdire la rue, ce n'est pas défendre la démocratie : c'est défendre les dominants. »

Une technique : dévoiler la démocratie réelle

Objectif : Montrer que ce ne sont pas les mobilisations qui menacent la démocratie, mais l'influence disproportionnée des classes dominantes.

« Qui décide vraiment aujourd'hui ? Les travailleurs dans la rue ?
Ou les lobbies patronaux qui écrivent les lois, les banques qui menacent de délocaliser, les actionnaires qui imposent leurs conditions ?
La rue, c'est la démocratie. Les lobbies, c'est la minorité qui gouverne. »

L'interlocuteur voit qu'interdire la rue, c'est interdire la seule arme démocratique du peuple.

Message-clé à retenir :

**La rue ne s'oppose pas à la démocratie : elle la protège.
Ce qui menace la démocratie, ce n'est pas le peuple mobilisé,
mais le pouvoir des lobbies et des intérêts privés.**

3. OUTILS D'AUTO- DÉFENSE RHÉTORIQUE

IDENTIFIER LES BIAIS COGNITIFS

(et comment la droite les utilise pour nous manipuler)

Les biais cognitifs sont des raccourcis que notre cerveau utilise pour aller vite.

Ils sont utiles dans la vie quotidienne, mais peuvent être exploités dans le débat politique pour installer des peurs, simplifier le réel, ou manipuler l'opinion.

1. Le biais de confirmation

Principe : Nous cherchons spontanément ce qui confirme nos opinions... et nous ignorons ce qui les contredit.

Comment la droite l'utilise :

Ne montrer que les faits qui vont dans leur sens.
Sélectionner les faits divers qui "prouvent" leurs thèses.
Créer une impression d'évidence : "Tout le monde le voit bien !".

Pour résister, demander :

"Et les faits qui montrent l'inverse ?"
"Quelle est la tendance générale, pas l'anecdote ?"

2. Le biais de disponibilité

Principe : Plus un événement est frappant, plus il semble courant. Un crime médiatisé paraît représenter toute une population.

Comment la droite l'utilise :

Monter en boucle sur quelques faits divers.
Faire croire que l'exception est la norme.
Présenter un cas individuel comme un phénomène massif.

Pour résister :

Regarder les chiffres.
Vérifier les tendances réelles, pas les émotions immédiates.

3. Le biais d'attribution

Principe : Nous avons tendance à expliquer un problème par les défauts d'une personne plutôt que par les causes structurelles.

LES BIAIS COGNITIFS

Comment la droite l'utilise :

Si un chômeur ne trouve pas d'emploi : "il ne veut pas".
Si une minorité a des difficultés : "c'est culturel".
Si la pauvreté augmente : "c'est l'assistanat".

Pour résister, demander :

"Et les faits qui montrent l'inverse ?"
"Quelle est la tendance générale, pas l'anecdote ?"

4. Le biais de l'anecdote

Principe : Un cas isolé devient un argument général.

Comment la droite l'utilise :

"J'ai vu un migrant frauder = tous les migrants fraudent."
"J'ai connu un chômeur fainéant = tous les chômeurs le sont."
"J'ai croisé un jeune insolent = toute la jeunesse est perdue."

Pour résister :

Rappeler qu'un cas n'est pas une preuve.
Demander les données globales.

5. Le biais du juste-monde

Principe : C'est la croyance inconsciente qu'on vit dans un monde où chacun reçoit ce qu'il mérite.

Comment la droite l'utilise :

"Les pauvres sont pauvres parce qu'ils ne travaillent pas assez."
"Les malades coûtent cher parce qu'ils abusent."
"Les migrants souffrent parce qu'ils l'ont cherché."

Pour résister :

les injustices sont structurelles,
les inégalités sont organisées, pas naturelles.

LES BIAIS COGNITIFS

6. Le biais de groupe

Principe : Notre cerveau catégorise spontanément en "nous" et "eux", ce qui crée de la méfiance automatique.

Comment la droite l'utilise :

"Les Belges vs les étrangers."
"Les travailleurs vs les chômeurs."
"Les gens normaux vs les minorités."

Pour résister :

Ne jamais accepter les divisions fabriquées.
Recentrer : "Le vrai clivage est entre ceux qui profitent et ceux qui subissent."

7. Le biais narratif

Principe : Nous préférons toujours les récits simples aux explications complexes.

Comment la droite l'utilise :

Des fables morales ("les jeunes sont paresseux").
Des histoires exemplaires, mais fausses ("mon cousin connaît un type qui...").

Pour résister :

Remettre du concret : chiffres, tendances, rapports, enquêtes.
Démontrer que la réalité ne tient pas en une phrase.

8. Le biais du statu quo

Principe : Notre cerveau a tendance à craindre les transformations, même positives.

Comment la droite l'utilise :

Présenter tout progrès comme une menace (écologie, inclusion, égalité).
Glorifier un passé idéalisé ("C'était mieux avant").
Décrire tout changement comme une perte.

Pour résister :

Rappeler que les droits sociaux, eux aussi, étaient nouveaux un jour.
Montrer que le progrès profite à la majorité, pas à une élite.

LES TECHNIQUES DE LA CONTRE- ARGUMENTATION

Dans un débat avec la droite ou l'extrême droite, on ne cherche pas seulement à répondre : il s'agit de reprendre le contrôle du terrain, de démonter les pièges rhétoriques, et déplacer la conversation vers les véritables enjeux.

1. La question retournée

Principe : On renvoie l'interlocuteur à sa propre incohérence ou à ce qu'il essaie de cacher. La question devient un miroir.

Exemple :

« Les jeunes ne veulent plus travailler ! »

« Alors pourquoi les employeurs proposent-ils des contrats précaires et des salaires trop bas ? »

Effet : La charge argumentative change de camp. C'est lui qui doit justifier, pas toi.

2. Le cadrage alternatif

Principe : On refuse le terrain idéologique de la droite et on en propose un autre, plus juste politiquement.

Exemple :

« Les assistés profitent du système. »

« Le vrai problème, ce n'est pas les pauvres : c'est la pauvreté. »

Effet : Tu reprends la main sur le sens du débat.

3. Le chiffre qui tue

Principe : Un seul chiffre clair et incontestable, qui invalide l'argument adverse.

Exemple :

« On est envahis ! »

« L'immigration, c'est 0,3% de la population belge par an. Une 'invasion' à ce rythme prendrait trois siècles. »

Effet : La dramatisation s'écroule.

4. La métaphore dégonflante

Principe : On ridiculise la démesure du discours adverse par une image simple.

Exemple :

« L'État-providence nous ruine ! »

« C'est comme accuser le parapluie quand il pleut. »

Effet : Désamorce l'émotion, fait apparaître l'absurdité.

5. La contradiction interne

Principe : Relever une incohérence dans leur raisonnement.

Exemple :

« Les migrants ne veulent pas travailler, et puis ils prennent nos jobs ! »

« Il faudrait choisir : ils ne travaillent pas, ou ils prennent le travail des autres ? »

Effet : L'argument adverse se retourne contre lui-même.

6. Le dévoilement du vrai responsable

Principe : Quand la droite accuse les plus faibles, on montre calmement qui est réellement responsable.

Exemple :

« Trop d'assistés... »

« La fraude sociale coûte quelques millions. La fraude fiscale : des milliards. On accuse les pauvres pour éviter de parler des riches. »

Effet : On démasque la diversion politique.

7. Le retour au réel

Principe : Replacer un débat émotionnel sur des faits mesurables et historiques.

Exemple :

« La violence explose ! »

« Les homicides ont baissé depuis 30 ans.
Ce qui a explosé, ce sont les faits divers médiatisés. »

Effet : Tu coupes court à la panique fabriquée.

8. L'exemple inversé

Principe : Utiliser un cas concret qui contredit directement leur généralisation.

Exemple :

« Les migrants ne veulent pas s'intégrer ! »

« Alors comment expliquer que 40% des médecins et infirmiers
dans certains hôpitaux soient issus de l'immigration ? »

Effet : On remet du réel dans un discours fantasmé.

9. L'historicisation

Principe : Montrer que le phénomène présenté comme "nouveau" ou "catastrophique" existe depuis toujours.

Exemple :

« C'était mieux avant ! »

« Dans les années 80, il y avait trois fois plus d'homicides, plus de chômage,
moins de droits pour les femmes. Avant n'a jamais été 'mieux'. »

Effet : Brise le mythe du passé idéalisé.

10. Le dégonflage émotionnel

Principe : Nommer l'émotion utilisée (peur, colère, ressentiment) pour la neutraliser.

Exemple :

« On est submergés ! »

« Ce discours joue sur la peur, mais les chiffres montrent tout l'inverse. Parlons de faits. »

Effet : La personne prend distance avec son propre affect.

11. La question éthique

Principe : Rappeler calmement les valeurs fondamentales : égalité, justice, solidarité.

Exemple :

« On dépense trop pour les migrants. »

« Que vaut une société qui hiérarchise la dignité humaine selon les papiers ? »

Effet : Tu rends leur position moralement problématique.

12. La révélation de l'intérêt politique du discours

Principe : Montrer à qui profite le récit réactionnaire.

Exemple :

« Le problème, ce sont les chômeurs. »

« Curieux comme ça tombe toujours au moment où les grosses fortunes battent des records de profits... »

Effet : Tu déchires le rideau : l'argument n'est pas "spontané", il sert une stratégie.

4. POUR CONCLURE

Ne pas laisser leurs mots devenir nos idées

Face à la montée des discours de droite et d'extrême droite, nous n'avons pas seulement besoin de chiffres ou d'arguments. Nous avons besoin de force collective, de solidarité et de confiance en nos propres mots.

Ce livret n'est pas une fin en soi.

C'est un outil pour aider chacune et chacun à répondre, à comprendre, à résister.

Un outil pour rappeler que les idées réactionnaires ne gagnent jamais seules, elles gagnent quand on cesse d'y répondre.

Chaque fois qu'on démonte une fausse évidence, chaque fois qu'on refuse une division fabriquée, chaque fois qu'on remet l'égalité au centre, on fait reculer un peu ce qui nous divise et on fait avancer un peu ce qui nous unit.

Nous n'avons pas toutes les réponses.

Mais nous avons ce que la droite et l'extrême droite n'auront jamais, la solidarité, l'expérience du terrain, la force du collectif et la conviction profonde que les droits sociaux, la démocratie et la dignité ne se négocient pas.

Ce livret est un point de départ.

La suite, c'est nous qui l'écrivons – dans nos lieux de travail, dans nos syndicats, dans nos familles, partout où la solidarité peut encore gagner.

Continuons à parler, à écouter, à convaincre.
Continuons à lutter.

Et surtout : ne leur laissons jamais le dernier mot.



ON NE PEUT PLUS RIEN DIRE ! », « LES
URS TRADITIONNELLES SONT EN TRAIN DE DISP
ÊTRE ». « L'INTÉGRATION NE FONCTIONNE PLUS
OMME AVANT ». « À FORCE D'ASSISTANAT,
N A QUI NE VEULENT PLUS TRAVAILLER ».
LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE C'EST UN DELIRE DE
AU CHO ». « ON A TROP SACRIFIÉ L'ORDRE AU
PROFIT DES DROITS ». « TROP DE CHARGES TUENT
L'ENTREPRISE ». « BEAUCOUP DE JEUNES ONT
PERDU LA CULTURE DE L'EFFORT, ILS VOUL
RAIENT QUE TOUT LEUR TOMBE TOUT CUIT DANS
LE BEC ! ». « LA SOCIÉTÉ WOKISTE C'EST LE "A
TOUT PERMISSIF ». « ON DOIT ÊTRE PLUS STRICT
SUR LES RÈGLES QUAND ON ACCUEILLE ». « LA
JUSTICE EST TROP LAXISTE ». « ON PAYE TROP
D'IMPÔTS POUR TROP PEU DE RÉSULTATS ». «
L'ÉTAT DÉPENSE SANS COMPTER. ON NE RES
POND PLUS SUFFISAMMENT LA POLICE. L'INTÉ
GRATION NE FONCTIONNE PLUS COMME AVANT.
LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE FAIT TROP PESER DE
CONTRAINTES SUR LES CLASSES MOYENNES. POUR
LIBÉRER DE LA RICHESSE, IL FAUT D'ABORD LIBÉRER
LES ENTREPRISES. IL FAUT RÉTABLIR L'AUTORITÉ